

Personnel

TRIBUNE

des amis, lecteurs et militants pour

**A
L
G
E
R
I
E
N
N
E**

- **LES LIBERTES
DEMOCRATIQUES**
- **LA CONSTITUANTE
SOUVERAINE**

**POUR UN CONGRES
DEMOCRATIQUE ET
EXTRAORDINAIRE DE
L'UGTA**

4f

n° spécial

CORRESP^{CE} SELIO

87, rue du Faubourg St. Denis 75010 Paris

N°12

OCT. 77

Dans ses numéros précédents (8 et 9), Tribune Algérienne avait analysé le contenu anti démocratique, obscurantiste et réactionnaire de la Charte Nationale et expliqué que la mise en place des nouvelles institutions (constitution, Présidence, Assemblée Populaire) ne procédait pas de l'intention morale de légitimer le putsch du 19 Juin 1965, de revêtir en quelque sorte d'une djellabah démocratique l'uniforme répugnant de la dictature militaire policière.

Il ne s'agissait pas non plus de tirer, pour le vingtième anniversaire du déclenchement de l'insurrection armée ou le dixième anniversaire du redressement ; un bilan de la pseudo-révolution agraire et industrielle ou du deuxième plan quadrienal ; Il serait en effet dangereux de publier les chiffres réels sur la production, les bilans truqués des Sociétés Nationales, les revenus de la couche des officiers et des PDG, l'importance du secteur contrôlé par la DNC/ANP qui échappe à toute fiscalité et à tout contrôle... ces chiffres resteront un secret pour les travailleurs algériens, pas pour les trusts et les banques étrangères.

Il s'agissait en fait et avant tout de replacer le régime en pleine décomposition, incapable de régler le moindre des problèmes posés au pays par l'indépendance nationale, déchiré par les rivalités de cliques qui réglaient publiquement leurs comptes (assassinat de Medaghri) et qui ne réalisaient leur unité que pour s'opposer à la classe ouvrière algérienne, nourrie par le combat du prolétariat international et qui, depuis la grève de la RSTA de 1972 et la grève générale de la SNS de KOUBA d'Octobre 1974, a pris conscience de son existence en tant que classe distincte et antagoniste de la bourgeoisie, qui a confié la direction politique du pays à Boumediene et sa clique de Colonels.

C'est cette relation directe entre la crise du régime et le discours du 19 Juin 1975, couvrant la campagne de légitimation de la dictature qui explique le caractère prudent puis débridé et incontrôlable de la campagne pendant la 1ère phase, rigide et répressif ensuite.

Et c'est parce qu'elles avaient saisi cette même relation que la classe ouvrière entraînant à sa suite les enseignants, les étudiants et la jeunesse, les fellahs et les chômeurs, rejetèrent le cadre et les orientations proposées et transformèrent la tentative faite par Boumediene d'élargir les assises sociales de son régime en un procès public de la dictature du 19 Juin 1965.

Cet échec du pouvoir, a dit Tribune, est l'ourai de conséquences : il a révélé que la classe ouvrière n'était pas un ensemble de salariés atomisés mais qu'elle se constituait à travers le combat mené depuis 1971 en une véritable classe, que toute la politique du pouvoir était justement appréciée comme étant celle de la bourgeoisie alliée aux colonels, que le pouvoir n'avait aucune assise dans la classe ouvrière, la jeunesse, les fellahs. Par ailleurs il a unifié les couches les plus larges sur l'ensemble des libertés démocratiques, fournissant le programme d'une alliance entre toutes ces couches, donnant le contenu réel de la Constituante Souveraine. Enfin il approfondissait la crise du régime en imposant à Boumédiène de prendre tous les pouvoirs pour empêcher la désintégration de l'appareil d'état bourgeois.

Mais cette concentration de tous les pouvoirs entre les mains de Boumédiène, bien loin de renforcer le régime, l'affaiblit considérablement. En effet, il donne un visage à la dictature, stérilise l'action possible d'un gouvernement et a fait de l'Assemblée (APN), installée en pleine crise, une Assemblée de boni oui-oui, discréditée et impuissante. Cette personnalisation de la dictature, a dit Tribune, est un événement considérable dans l'histoire politique de l'Algérie actuelle. Elle va donner une acuité extraordinaire à la lutte des classes et simplifier la vie politique.

Dans le numéro 11 de Juillet-Août, Tribune avait analysé les raisons qui avaient amené Boumédiène à affronter la classe ouvrière, sitôt la campagne référendaire achevée et ce malgré l'échec subi.

La cause essentielle, a dit T.A., réside dans l'enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme. Boumédiène a non seulement été incapable de réaliser la moindre des tâches démocratiques (réforme agraire, enseignement, santé, logement, libertés démocratiques, laïcité de l'Etat...), mais il a de plus livré le pays au cartel pétrolier, aux grandes banques mondiales : FMI, BIRD, CHASE MANHATTAN BANK, et aux trusts germano-américains... qui imposent leur diktat à l'Algérie. Ainsi les budgets de 1976 et 1977 ont été rédigés en tenant compte des avis des experts financiers du FMI contrôlé par l'impérialisme américain. Ainsi "le message à la Nation" de Boumédiène a tenu compte des exigences formulées par ROCKFELLER venu à Alger comme délégué des Banques US.

Par son contenu (bataille de la production/gestion, ère de l'austérité et de la rigueur) et par le ton menaçant utilisé par le Président, ce Message, a expliqué T.A., expose la stratégie anti-ouvrière et anti-démocratique de Boumédiène et constitue même une déclaration de guerre du pouvoir à la classe ouvrière, les fellahs et la jeunesse.

De la même façon, T.A. a montré que la formation laborieuse du gouvernement largement dominé par les colonels mais reposant sur les anciens dirigeants bourgeois de l'UGEMA devenus les secrétaires du GPRA de F.ABBAS BEN KHEDDA, constituait un cabinet de la coalition entre la bourgeoisie et l'appareil répressif,

un véritable cabinet de guerre pour mater la classe ouvrière et lui imposer "une ère d'austérité et de rigueur".

Enfin dans le supplément au numéro 11 de Septembre, T.A. a analysé les grandes grèves de Mai-Aout 1977, le mouvement général et la forme des luttes, la faillite des institutions corporatistes de la Gestion Socialiste des Entreprises (GSE), le désaveu par les travailleurs en lutte de la direction syndicale inféodée au pouvoir, la faillite de l'APN "en vacances" depuis le vote de son règlement intérieur il y a 6 mois et l'impuissance du super gouvernement.

Cette première confrontation générale entre la classe ouvrière et le pouvoir, a contraint Boumédiène à monter en première ligne, à visage découvert pour matraquer les dockers...et finir par capituler devant l'Assemblée Générale des Grévistes de la RSTA du dépôt de Fougereux. C'est, a dit T.A., une victoire historique pour toute la classe ouvrière algérienne qui ne pourra qu'accélérer la décomposition du régime de la dictature.

Et de fait, le 24 Septembre, Boumédiène était contraint de lâcher du lest et d'accorder des augmentations de salaires (3 Milliards de DA) qui remettent en cause l'ensemble de sa politique économique.

LA "REUNION DE TRAVAIL" BOUMEDIENE - UGTA .

Le 24 Septembre, Boumédiène convoque au Palais Zighout Youcef, la commission exécutive de l'UGTA (C.E.N.) pour une réunion de travail.

Après une brève intervention de Bénikous, soulignant qu'il avait été, était et serait toujours d'accord avec son maître, le "dialogue" tourna vite au procès fait par Boumédiène aux dirigeants de l'UGTA, incapables d'empêcher les grèves, de comprendre la Charte et de faire fonctionner la G.S.E.

Vous ne savez pas canaliser le mouvement des travailleurs, leur imposer le volontariat, l'austérité et ...l'enthousiasme ! Il me faut une autre direction et un bon congrès de l'UGTA pour me permettre d'avoir un bon congrès du FLN. Par votre faute, j'ai été contraint de sortir de l'ombre et perdre mon masque de démocrate et socialiste j'ai dû matraquer les dockers et perdre la face à Fougereux.

Et d'exposer les axes de sa politique qui reprend les points essentiels de son "message" (cf. article).

Ainsi Boumédiène a dû lâcher du lest pour éviter l'explosion générale mais il n'a pas renoncé à ses objectifs.

Par ailleurs, il cherche à se dégager du tête à tête dangereux avec la classe ouvrière, en mouillant le FLN - qu'il n'a pas renoncé à liquider à une autre étape, sinon pourquoi l'existence de l'UNJA au lieu de la JFLN ? - et en lui promettant un bon congrès, c'est à dire des places dans l'appareil d'Etat pour les meilleurs bureaucrates qui parviendront à discipliner l'UGTA. Comme il cherche à créer entre les masses et lui, un écran, celui de l'APN chargée de rédiger " la loi fondamentale sur l'harmonisation des salaires ", qui ne fera que codifier les idées de Boumediene mais qui portera toute la responsabilité en cas de soulèvement de la classe ouvrière !

Mais des questions se posent :

Pourquoi Boumediene n'a-t-il pas convoqué en séance extraordinaire l'APN et lui réserver son discours ? Cela n'aurait-il pas revalorisé cette Assemblée fantôme et donné plus de poids à la prochaine loi sur les salaires ?

Cela n'aurait-il pas fait paraître les hausses de salaires comme le résultat conscient, réfléchi, lié à ceux de la croissance économique, comme la preuve tangible de la réussite de la révolution industrielle ? N'agit-on pas ainsi dans les campagnes, où le saupoudrage de quelques bénéfices permet au pouvoir de glorifier la révolution agraire ?

Cela n'aurait-il pas permis, après un débat télévisé où une cohorte d'élus-désignés auraient doctement établi que l'amélioration du SMIC était le fait, non pas des grèves, mais d'une application bien comprise de la Charte, de donner enfin un visage à cette APN ?

Pourquoi ne pas avoir permis au Dr AMIR, ministre du travail, de tenir cette réunion avec Messadia, chef du FLN, et Benikous, afin de dédramatiser la capitulation de Boumediene à Fougereux et lui permettre de redorer son blason de leader " progressiste, démocrate et socialiste " ?

La réponse à toutes ces questions est simple: Boumediene était obligé de tenir lui-même cette réunion parce que rien (les ATE-ATU, l'action des dirigeants de l'UGTA et du FLN, celle du ministre du travail, du gouvernement et de l'APN) n'a fonctionné. Face aux grévistes organisés, il n'y avait que l'appareil répressif qui lui-même flottait et ... Boumediene. C'est pourquoi le Président a voulu généreusement donner ce qu'il avait été contraint de lâcher pour mieux reprendre le contrôle d'un appareil d'Etat décomposé.

Mais ce faisant il a accru les risques.

- C'est lui, et non l'APN, qui sera rendu responsable de la prochaine loi sur les salaires, qui généralisera la classification des postes, liera le salaire à la productivité du travail et à la rentabilité de l'entreprise.

- C'est contre lui et non contre ses mousquetaires Amir-Messadia-Benikous, que se dresseront les militants de l'UGTA qui veulent un congrès démocratique de leur syndicat.

- C'est contre lui que se dresseront la majorité des militants du FLN qui ne veulent pas le remplacement de leur parti, issu de la guerre de libération nationale, par un PAG de marionnettes (préfiguré par l'UNJA et les comités de volontariat), qui veulent un congrès démocratique ouvert à toutes les opinions et tendances, la fin de la tutelle des colonels corrompus et le rétablissement des libertés démocratiques dans tout le pays.

Cherchant ainsi à colmater une brèche, Boumediene en ouvre d'autres dans un appareil d'Etat déchiré par les rivalités de cliques. Et cela sans éviter le tête à tête avec une classe ouvrière plus homogène, consciente et déterminée.

LA TRAHISON DES DIRIGEANTS BOURGEOIS DE L'UGTA.

Bousculé par son maître furieux, Benikous et sa clique imposèrent à leur tour à la commission exécutive une motion préfabriquée en 4 points :

1/ Condamnation de toutes les grèves de Mai-Aout.

" La CEN condamne avec force tous ces arrêts de travail ainsi que leurs instigateurs qui, consciemment ou inconsciemment font le jeu des ennemis de la Révolution Socialiste, de même qu'elle condamne toute action entreprise en dehors des structures de l'UGTA "... et demande " aux responsables syndicaux...de mettre hors d'état de nuire tous les perturbateurs."

2/ Relance de la bataille de la production-austérité des masses.

" La CEN appelle tous les travailleurs à redoubler d'efforts pour augmenter la production, améliorer la productivité et gagner la bataille de la gestion. Dans ce contexte, une lutte permanente doit être menée contre le gaspillage, le laisser aller, l'absentéisme à tous les niveaux."

3/ Renforcement des structures de la GSE comme seul cadre légal pour résoudre les conflits du travail.

4/ Considerer le prochain congrès de l'UGTA comme un congrès préparatoire à celui du FLN dynamisé et restructuré comme organisation de tutelle du syndicat.

Ainsi les choses sont claires : non seulement la politique de la CEN se place en dehors du mouvement de la classe ouvrière qui a participé massivement aux grèves de Mai-Aout, sur son propre terrain revendicatif et avec ses propres méthodes de lutte, mais elle se situe résolument sur le terrain du pouvoir bourgeois qui cherche à démanteler l'UGTA.

Pour une poignée de dinards, Benikous et ses complices au sein de la CEN et de l'UTAC, bureaucrates syndicaux, étrangers au mode de vie et aux aspirations du prolétariat algérien, parachutés à la direction de l'UGTA, veulent aller jusqu'au bout de leur entreprise criminelle.

Ainsi la direction va multiplier les meetings et campagnes d'explication des décisions de Boumediène. Et cette intoxication et ce tumulte seront menés, en crescendo, jusqu'au prochain congrès, pour empêcher les travailleurs de tirer le bilan des grèves de Mai-Aout et de préparer leur congrès syndical.

C'est à cette tâche répugnante que s'emploie aussi " El Moudjahid " (cf. article)

LE P.C.F.-P.A.G.S. AU SECOURS DE BOUMEDIENE .

En Algérie, le PAGS soutient inconditionnellement le pouvoir. A l'Université, il anime les comités de volontariat et pédagogiques qui organisent la sélection. Dans la jeunesse, il encadre l'UNJA, qui doit forger les cadres du futur PAG qui remplacera le FLN. Dans les usines, chantiers, bureaux, il encourage le volontariat, prêche l'austérité révolutionnaire et dénonce les grévistes, saboteurs de l'économie nationale, qui font le jeu de l'impérialisme. Partout il dresse des obstacles pour empêcher que la classe ouvrière réalise son unité, expulse les bureaucrates de l'UGTA et se dote d'une organisation de classe.

En France, Boumediène trouve auprès des dirigeants du PCF l'appui qu'il ne peut trouver auprès des travailleurs algériens et français. Ainsi l'"Humanité" dénonce régulièrement la répression en Tunisie et au Maroc, mais se tait sur l'absence totale des libertés démocratiques en Algérie.

Elle dénonce le contrôle des médias par le pouvoir en France, mais ne dit mot sur la domestication de la presse, radio et télévision algérienne.

Elle souligne que le nouveau code du travail de la RDA ignore le droit de grève, mais ne mentionne pas qu'en Algérie non socialiste, la grève est interdite.

Elle met en relief l'accroissement des effectifs scolaires mais ne dit rien de la dégradation croissante des conditions de travail, de l'absence de publications pédagogiques, de la baisse générale du niveau des connaissances, de la sélection, du chaos pédagogique provoqué par l'arabisation forcée, de l'intégration de l'enseignement religieux dans les programmes scolaires.

Elle garde un silence absolu sur les grévés de Mai-Aout, mais souligne la générosité du pouvoir qui accorde des augmentations du SMIC et va jusqu'à prétendre que le diktat de Boumediène à la CEN de l'UGTA " se présente moins comme une réponse que comme un dialogue (!) et un appel à la Nation."

Et à partir de là, c'est le soutien à la bataille de la production-gestion-austerité, qui est l'une " des conditions concrètes dans lesquelles l'Algérie doit garantir son indépendance, donc s'arracher au sous-développement, donc s'interdire la voie capitaliste. " (27-09-1977)

Le 3 Octobre le PCF va plus loin en organisant à Marseille avec la MJC et l'UNJA un meeting de protestation contre les mesures discriminatoires prises par Stoleru sur l'immigration.

Le PCF défenseur des immigrés ? Allons donc !

Stoleru ne fait qu'appliquer la politique de P.DIJOU, secrétaire d'Etat au Immigrés. Et qui a été le responsable de la commission économique qui a rédigé le rapport " Immigration et 7e plan " (en vente à la Documentation Française) adopté par DIJOU ? C'est A.LE PORS, sénateur du PCF, responsable auprès du Comité Central des questions de nationalisations...et de l'immigration !

Ainsi le meeting avec l'UNJA ne vise pas à combattre STOLERU mais à renforcer l'UNJA, c'est à dire Boumediene.

Les objectifs du PCF sont clairement définis :

- 1/ Il faut remettre en cas de victoire de la gauche, une néo-coopération franco-algérienne dans la perspective plus large d'une nouvelle Union Française décolonisée, dont l'Algérie serait la clé de voute.

Ainsi seraient résolus deux problèmes :

- celui de l'emploi en France par suite de l'ouverture de marchés protégés en Afrique.
 - celui de la réinsertion des immigrés (on se débarrasserait des étrangers, on revaloriserait le travail manuel et on remplacerait progressivement les immigrés par les jeunes ouvriers français sans qualification, ceux que fabrique la réforme HABY) dans leur pays d'origine, absorbés dans les industries de sous-traitance de l'industrie française que la France " de gauche " développerait en Afrique.
- En bref, un néo plan de Constantine !

- 2/ Eviter que les travailleurs algériens ne participent activement à la lutte des classes en France et ne s'insèrent dans la crise révolutionnaire en France sur leurs propres revendications et avec leur organisation. La PCF n'oublie pas, en effet, l'histoire des immigrés algériens, de l'Etoile Nord Africaine au MFLD en passant par le PPA.

La situation politique s'est clarifiée en Algérie. Les choses sont devenues simples.

- 1/ L'Algérie est enchaînée à l'impérialisme, qui lui impose d'être un producteur exclusif d'hydrocarbures.

C'est le Cartel pétrolier qui planifie la production des hydrocarbures. Ce sont les Banques Mondiales qui fournissent les crédits, les débloquent tranche par tranche et les affecte exclusivement aux secteurs liés à la production des hydrocarbures. Et ce sont les trusts germano-américains qui reçoivent les commandes pour réaliser ce beau plan.

- 2/ Boumediene ne peut développer les forces productives.

C'est cet enchaînement qui provoque l'aggravation des distorsions régionales, empêche une industrialisation harmonieuse des différentes branches, la rentabilisation des investissements, explique le gonflement ou la rupture des stocks, l'engorgement des ports...

C'est cela qui explique la médiocrité des rendements agricoles, l'impossibilité d'organiser la distribution " socialiste ", la saturation des villes, le chômage massif...

De ce fait, il devient évident pour chacun que la bataille de la production/gestion est une utopie, car il n'y a aucun développement possible des forces productives en Algérie, sans la rupture avec l'impérialisme.

- 3/ Boumedienne doit affronter la classe ouvrière.

L'impérialisme s'accapare le gaz et le pétrole, ne laissant à Boumedienne pour faire marcher le pays pas d'autre alternative que d'extorquer à la classe ouvrière un maximum de plus value (bataille de la production/gestion), de la rationner (austérité) et de la discipliner ("l'ère de la rigueur"). D'où la nécessité de détruire l'UGTA.

- 4/ La classe ouvrière ne peut accepter.

Les grèves de Mai-Aout ont démontré que les travailleurs n'acceptent pas la déchéance et la caporalisation.

Comme l'augmentation de la masse salariale (3 Milliards DA) n'est qu'un palliatif qui ne permet, ni d'améliorer le niveau de vie des masses, ni de résorber le chômage, elle ne fera qu'accroître l'inflation, poussant les travailleurs à revendiquer dans la rue.

Moins qu'avant, la classe ouvrière qui a pris conscience de sa force et de la fragilité de l'appareil d'Etat, n'acceptera la baisse du pouvoir d'achat, l'exploitation, l'absence des libertés démocratiques.

Comme par ailleurs, l'impérialisme français en crise cherche à expulser le million d'algériens en France, il pousse les travailleurs et les jeunes à s'organiser avec la classe ouvrière française, tendant par là même à unifier le prolétariat des deux cotés de la Méditerranée, c'est à dire à briser le carcan du nationalisme bourgeois derrière lequel s'abrite le pouvoir pour démanteler l'UGTA.

La situation s'est clarifiée :

La diversion saharoui a fait long feu. Après le Liban, Boumediene a perdu son masque " palestinien ". Il n'y a plus de référence possible à la " Nation Arabe " puisque les dollars arabes, recyclés par les Banques Mondiales, ne servent qu'à permettre à l'impérialisme d'étrangler l'Algérie. La pseudo-stratégie anti-impérialiste fondée sur l'encerclement des Etats Unis par les blocs diplomatiques : afro-asiatique , islamique, des 77 ou 124 ... est un fiasco.

Les choses sont simples :

D'un coté, Boumediene monte en première ligne pour défendre l'ordre bourgeois en Algérie.

En face de lui, la classe ouvrière entraînant dans son combat contre l'ordre bourgeois, les fellahs, les étudiants, les chomeurs, les immigrés...

La première confrontation générale a eu lieu en Mai-Aout et Boumediene a perdu.

La deuxième confrontation a commencé avec pour enjeu le congrès du syndicat.

Que la classe ouvrière arrache d'autres revendications, qu'elle impose la non dissolution de l'UGTA dans la GSE, qu'il y ait un 2e Fougereux et c'est le rideau de la révolution prolétarienne qui commence à se lever en Algérie.

LA BATAILLE POUR LE CONGRES DE L'UGTA EST ENGAGEE .

La stratégie de Boumediene reste inchangée : intégrer l'UGTA dans les structures de la GSE pour gagner la bataille de la production/gestion programmée par Rockefeller et le FMI. Mais la tactique a changé.

Boumediene qui a été " surpris " par la riposte de la classe ouvrière va avancer ses pions avec prudence.

Comme Benikous et sa clique de bureaucrates bourgeois sont des bavards minables, couards et discrédités, Boumediene va les corseter par Messadia et sa clique qui n'ont pas trop été abimés par les grévistes. Et sortir de sa torpeur BITAT, pour qu'il anime enfin l'APN fantôme.

C'est en se camouflant derrière ses trois mousquetaires que Boumediene avance à pas feutrés.

Il se veut rassurant en affirmant que le prochain congrès de l'UGTA n'est pas celui de sa liquidation mais celui d'une organisation nationale préparant le congrès décisif du FLN. Mais d'autre part, il se livre à une attaque en règle contre les dockers.

En Mai, BOUDINA et les dirigeants de l'UTAC ont été chassés du port par les grévistes. En Octobre, Boumediene leur ordonne d'organiser avec les ATU, ATE, le FLN et les PDG de la SONAMA, un volontariat obligatoire, qui doit mobiliser pendant 2 semaines 5000 dockers des ports d'Algérie.

Mais il apparait avec évidence, qu'après Fougeroux, le pouvoir ne peut que marquer des points limités et provisoires, pas remporter de victoire qui puisse inverser le rapport des forces favorable à la classe ouvrière en Algérie et à l'échelle mondiale.

C'est en s'appuyant sur ce combat du prolétariat international que la classe ouvrière va engager le combat contre le pouvoir de Boumediene qui reçoit l'appui de Carter-Brejnev-Marchais.

Dans cette bataille d'envergure dont le caractère de classe est bien établi, Tribune Algérienne va combattre pour un congrès démocratique extraordinaire de l'UGTA, mot d'ordre central qui permet à cette étape d'unifier l'ensemble des travailleurs algériens contre le pouvoir.

Congrès démocratique, c'est à dire préparé par les seuls salariés, à l'exclusion des " travailleurs " PDG, officiers de l'APN, walis et fonctionnaires qui président les congrès régionaux. Et cela dans le respect de la démocratie ouvrière, qui s'inscrit lui-même dans le combat pour imposer les libertés démocratiques dans tout le pays.

Congrès extraordinaire pour marquer la rupture avec les Congrès précédents manipulés par Ben Bella-Boumediene, pour bien souligner l'indépendance du syndicat envers le FLN et l'Etat, pour bien marquer l'étape qui voit la classe ouvrière, regroupant derrière elle les fellahs, les chomeurs, la jeunesse, les immigrés... ouvrir la voie du combat décisif qui mène à la chute du régime bourgeois et à la victoire de
L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE _

- le 8 Octobre 1977 -

COMMENT COMBATTRE POUR LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'UGTA.

Boumediène et les lieutenants bourgeois parachutés à la direction de l'UGTA préparent d'une drôle de façon le congrès du syndicat.

Ils achètent des roses et tressent des couronnes mais cachent dans leurs manches des poignards et escomptent bien que le voile de la mariée lui servira de linceul.

Les travailleurs assistent aux préparatifs de ce banquet florentin et une question revient sans cesse : comment combattre ?

Tribune Algérienne donne ici les armes nécessaires.

I/ Sur quelle orientation combattre ?

Impossible d'accepter comme cadre de discussion le rapport moral de Benikous qui n'est que la photocopie des discours de son maître !

Impossible d'accepter que la bataille de la production/gestion/austérité, qui est dictée à Boumediène par l'impérialisme, soit au centre des discussions du congrès ! Et l'analyse comme l'expérience ont bien montré que cette bataille de la production-exploitation de la classe ouvrière-austérité des masses que Boumediène mène depuis 1965, n'a abouti qu'à...l'enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme.

Et si Benikous prétend qu'il ne fait qu'appliquer les principes de la Charte, les travailleurs lui rétorqueront que la Charte n'est que la philosophie du pouvoir octroyée au peuple, qu'ils ne sont en rien concernés par l'application d'un texte issu d'un vote " à l'algérienne ", ni par le bon fonctionnement des institutions de la dictature replâtrée, ni par le renforcement de l'exploitation et de l'austérité, comme le mouton ne participe ni ne se réjouit des préparatifs du méchoui !

Ce qui concerne la classe ouvrière, c'est de lutter contre l'impérialisme qui impose sa loi à l'Algérie, c'est à dire que l'important c'est de se renforcer en tant que classe et renforcer son alliance avec les autres classes opprimées et en particulier la paysannerie pauvre, ce qui est contradictoire avec la politique de Boumediène qui renforce l'exploitation, l'austérité, la privation des libertés démocratiques.

L'idée fondamentale qu'il faut opposer aux sbires du pouvoir bourgeois et à la clique de Benikous est celle ci : pour sortir l'Algérie du sous-développement il faut lutter contre l'impérialisme, c'est à dire renforcer la classe ouvrière alliée aux fellahs. Il s'ensuit que la tâche centrale du congrès, ce n'est pas de participer à un plan d'affaiblissement de ces deux classes anti impérialistes, mais d'élaborer la plate-forme qui renforcera ces deux classes et dont les points essentiels sont :

A Amélioration de la condition des travailleurs par :

1/ Une hausse générale et massive des salaires.

Le prolétaire n'a qu'une seule richesse, sa force de travail qu'il vend sur le marché du travail à un patron. Le salaire est le prix-l'aspect monétaire-de la valeur de la force de travail.

Le prolétaire n'a pas à tenir compte des possibilités de son patron (même lorsqu'il s'agit de l'Etat bourgeois), des investissements nécessaires, de la concurrence qui règne sur le marché national ou mondial. Il ne tient compte que de la force de travail qu'il veut vendre à son juste prix. Donc, pas de salaire lié à la productivité du travail, au revenu national, à la planification et autres considérations qui concernent les patrons, Boumediene mais pas le travailleur.

Pour lui, son salaire doit lui permettre de vivre et d'élever sa famille et de dégager du temps pour le repos, la vie familiale, les loisirs, la culture, c'est à dire ce qui lui permet d'économiser au maximum son capital le plus précieux : sa force de travail et de la valoriser. Pour le reste et les insultes "paresseux", "fainéant", "absenteiste", il les renvoie avec mépris au patron vampire, qui cherche à lui sucer son sang le plus vite possible avant de le jeter à la poubelle.

Puisqu'on nous parle des lois du marché, de prix, de morale, alors que le patron ou l'Etat paie à son juste prix la marchandise qu'il achète sur le marché du travail : la force de travail .

Vous avez beau hurler, rien n'y changera à cette réalité !

Et si Boumediene ne s'y retrouve pas dans ses comptes et si après 12 ans de pouvoir absolu, l'économie algérienne est au bord du gouffre, ce n'est pas à la classe ouvrière de l'aider. Pour elle une seule loi : si Boumediene ne paie pas la force de travail à son juste prix, qu'il s'en aille et laisse place à la constituante.

2/ La garantie du pouvoir d'achat.

- élaboration par l'UGTA d'un indice national des prix.
- échelle mobile des salaires (pas d'évolution des salaires en fonction de la mansuétude de Boumediene, mais indexation automatique des salaires en fonction des prix.).

3/ Des conditions de travail décentes.

- limitation de l'exploitation de la force de travail et de la recherche maximum de la plus value absolue (prolongation de la journée de travail) et de la plus value relative (augmentation constante des cadences et de la productivité du travail).

Semaine de 40 heures ! Non aux cadences infernales !

4/ Des conditions de vie normales.

- des transports nombreux, confortables et gratuits
- un logement décent
- le droit aux loisirs, à la culture et à une formation professionnelle véritable et continue. Le théâtre, le sport et la formation à l'entreprise ne sont qu'une mystification et une forme d'embrigadement des travailleurs et ils doivent disparaître.
- le droit à la santé et aux soins gratuits qui n'a rien à voir avec la "médecine gratuite" sans hopitaux et sans docteurs.

5/ L'exercice des libertés démocratiques.

- droit de réunion et d'organisation
- liberté d'opinion, d'expression, de presse...contrôle des médias par le syndicat
- une véritable législation du travail (conventions collectives, inspection du travail, prud'hommes ...) sécurité sociale gérée par les travailleurs...
- le droit de grève.

6/ Le droit au retour pour les travailleurs immigrés, ce qui implique la fin de l'enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme, la réalisation des tâches démocratiques (libertés démocratiques, réforme agraire, laïcité...), la fin du régime de l'arbitraire.

7/ La liaison avec le mouvement ouvrier international.

La classe ouvrière algérienne est partie composante du prolétariat mondial mais le pouvoir lui impose le carcan réactionnaire de la "Nation Arabe" où les travailleurs sont représentés par les ministres du Travail et les dirigeants bourgeois des syndicats des pays arabes.

Briser ce cadre et rétablir les liens avec le mouvement ouvrier mondial, c'est briser le carcan du nationalisme bourgeois et renforcer culturellement et politiquement la classe ouvrière algérienne asphixiée par l'idéologie du "socialisme arabe" et l'opium de l'islam obscurantiste dont le grand MUPHTI est KHALED d'Arabie, pilier de l'impérialisme US au Proche Orient, fournisseur de milliards de dollars qui, recyclés par le FMI, servent à étrangler l'Algérie et à renforcer le sionisme.

II/ Le combat contre le corporatisme.

T.A. a expliqué depuis 1974 que les structures de la GSE étaient des structures corporatistes calquées sur celles des régimes bourgeois musclés : le fascisme de Mussolini, le corporatisme de Franco, la Charte de travail de Pétain.

Dans ce système, la classe ouvrière n'existe pas en tant que classe indépendante. Elle est niée, dissoute dans les structures d'association Capital/travail où le PDG et le salarié perdent leur qualité d'acheteur et vendeur de force de travail pour devenir les bâtisseurs de l'entreprise et de la Nation.

La classe ouvrière a toujours combattu le corporatisme et l'UGTA doit s'inspirer du combat du prolétariat d'Europe pour critiquer la philosophie réactionnaire de la Charte et celle de la GSE et combattre avec acharnement ces structures.

Boycotter les ATE-ATU, empêcher toute fusion entre la section syndicale de l'entreprise et l'ATE, combattre le projet d'intégration de l'UGTA dans le cadre de la GSE, c'est mener un combat indispensable pour préserver le syndicat.

III/ Indépendance de classe de l'UGTA.

1/ liberté pour tous les militants, toutes les tendances et tous les courants de s'exprimer dans une presse syndicale libre, dirigée par les seuls responsables élus des travailleurs.

2/ préparation des congrès locaux et régionaux démocratiques, c'est à dire sans wali, colonel, ministre ou commissaire du FLN.

3/ élections libres et à bulletin secret des délégués aux congrès régionaux et au congrès national.

4/ congrès démocratique et extraordinaire de l'UGTA qui élaborera la plate forme revendicative de toute la classe ouvrière (travailleurs des villes et des campagnes, de l'enseignement, immigrés et chômeurs) et les futurs travailleurs que sont les étudiants et les jeunes.

La voie sera alors ouverte pour que la classe ouvrière dirige le combat de tout le peuple algérien jusqu'à la victoire de la Constituante Souveraine.

" LA REUNION DE TRAVAIL " BOUMEDIENE--UGTA .

Le 24 Septembre, Boumediene convoque la Commission Executive Nationale de l'UGTA. Le lieu de réunion : l'officiel Palais Zighout Youcef - le dépôt de Fougeroux etait sans doute trop petit ! - comme la composition de la tribune etaient déjà révélateurs des intentions du pouvoir.

A coté des responsables concernés : AMIR et BENIKOUS, le colonel YAHIAOUI en tant que délégué du Conseil de la Révolution (qui subsiste toujours en tant qu'organe assurant la continuité de la dictature militaro-policière depuis 1965), Redha MALEK, ministre de l'information mais présent en tant que délégué des ministres bourgeois de l'UGEMA-GPRA, et bien sûr, MESSADIA, pour signifier que l'UGTA n'est qu'une organisation nationale parmi d'autres (UNPA, UNFA, UNJA ...) sous la tutelle politique du FLN.

Après un hommage du féal Benikous à son seigneur, Boumediene déversa son courroux puis il exposa sa politique .

1/ les grèves n'etaient pas prévues

" nous avons cependant été surpris, cet été, par un mouvement de grèves tournantes. A part celle touchant les chemins de fer, presque toutes ces grèves se sont déroulées à Alger."

2/ Derrière les grèves, il y a la réaction.

" Les grèves qui ont eu lieu dans la capitale ne servent en aucun cas l'intérêt des travailleurs. Si nous ne sommes pas vigilants, ce phénomène pourrait ouvrir la porte aux ennemis des travailleurs. Il pourrait être exploité contre notre pays par la bourgeoisie et la réaction."

3/ La direction de l'UGTA a été impuissante. Il faut la changer.

" nous avons besoin d'une direction des travailleurs qui puisse se hisser au niveau des exigences de l'étape actuelle de développement et d'élargissement de la base."

4/ L'augmentation des salaires ne doit pas être considérée comme un encouragement pour accroître la consommation, mais comme une prime pour accroître la production.

5/ La question essentielle reste de gagner la bataille de la production/gestion.

6/ Le syndicat n'a pas pour but d'arracher les revendications mais de mobiliser les travailleurs sur les objectifs du pouvoir.

" Le role du syndicat est de ce fait primordial dans la sensibilisation des travailleurs particulièrement en cette étape que traverse la Révolution."

7/ le programme du syndicat, c'est la Charte et les textes de la GSE.

" nous croyons que le syndicat doit établir un programme à long terme pour étudier la Charte comme moyen d'élever le niveau de conscience du travailleur et du cadre."

8/ Les structures de la GSE doivent fonctionner car c'est le seul cadre légal pour régler les problèmes sociaux.

..." la gestion socialiste est, à mon avis, l'unique cadre de décision. Car la réussite des travailleurs, dans un avenir perceptible, réside dans le succès de l'expérience de la gestion socialiste des entreprises. Celle-ci ne réussira que si elle est soutenue et consolidée par la couche des travailleurs conscients et convaincus qu'elle constitue le cadre juridique mis sur pied, dans leur intérêt, pour résoudre leurs problèmes. En dehors de ce cadre juridique, leurs problèmes ne peuvent être pris en considération. "

9/ Le prochain congrès de l'UGTA présente un intérêt capital, car " notre désir est de prendre les mesures appropriées afin d'encadrer et d'organiser les travailleurs avec plus de précision et de rigueur."

10/ Il me faut un bon congrès de l'UGTA pour avoir un bon congrès du FLN qui puisse étayer le pouvoir.

" nous accordons une attention toute particulière au prochain congrès de l'Union Générale des Travailleurs Algériens. Le congrès du Parti ne sera un succès que dans la mesure où le congrès des organisations de masse réussiront et se tiendront dans la clarté idéologique."

Nous sommes loin du discours menaçant prononcé à l'Assemblée Nationale.

"Surpris" par les grèves d'une ampleur exceptionnelle, à Alger même, Boumediene qui a vu son appareil d'Etat se désagréger, fait la part du feu.

Il garde ses objectifs: bataille de la production/gestion, importance de la GSE et du prochain congrès de l'UGTA, mais il n'est plus question de liquider l'UGTA avant Décembre 1977, et de la "rigueur" des colonels.

Prudent, Boumediene attend de recomposer son appareil d'Etat avant la prochaine étape.

Et il met en avant le FLN, et il se réfère au congrès de 1964. Double erreur, car en voulant reconstituer le FLN pour mieux encadrer l'UGTA, il introduit une contradiction annonciatrice de règlements de comptes entre le FLN et le Conseil de la Révolution.

Le bateau de la dictature est un bateau ivre. Les rats du PAGS s'apprêtent déjà à le quitter.

"EL MOUDJAHID" : SERVILITE, FRENESIE ET REACTION.

Le discours du Colonel-Président a donné le feu vert pour une campagne hystérique d'El Moudjahid contre la classe ouvrière.

Dès le 27 Septembre, le pilonnage commence avec un éditorial de H.MOKDAD

"Nous ferions une mauvaise lecture du discours présidentiel si nous venions à nous apesantir sur la description des revendications évoquées et les taux d'augmentation par grand secteur d'activité uniquement. Les mesures annoncées, il faut les inscrire, en effet, dans une perspective de mobilisation accrue des travailleurs et d'un approfondissement conséquent de la Révolution. La rumeur, "cette maladie sociale" selon les termes du Président, a gonflé les voiles de la réaction, cet été plus particulièrement marqué par des revendications et des arrêts de travail à motivation purement sociale (sic.)."

... Les réajustements salariaux mobiliseront d'importantes ressources qui pourraient être affectées à des investissements productifs...
 Que faire ? Encore une fois, le Président l'a répété, le salut résidera dans l'issue de la bataille de la production que l'Algérie devra intensifier en s'imposant une discipline de fer dans le travail, beaucoup de sérieux dans la mobilisation des énergies, une austérité qui reste dans la ligne de la sobriété révolutionnaire... "

Pour les bourgeois et leurs larbins, tout "arrêt social" est dommageable, toute hausse des salaires limite l'élargissement du Capital. Que l'ouvrier travaille dur, qu'on lui impose la discipline des bagnes et l'austérité, "révolutionnaire" bien sûr !

Et les mercenaires du stylo, de dénoncer " le manque de prise des structures syndicales sur les travailleurs qui semble assez sérieux ", l'irresponsabilité des étudiants qui mène à une "chôchardisation" de l'Université algérienne, le manque de civisme des locataires qui assistent passivement à la dégradation des HLM, des usagers comme des conducteurs de bus, des fonctionnaires et des administrés, des travailleurs agricoles (qui) passent plus de temps dans les cafés à palabrer, qu'au champ pour améliorer la production", des employés des Nouvelles Galeries et des acheteurs, des médecins et des malades, "des masses laborieuses qui voudraient plus d'écoles, plus de médecin, plus de logements et pourquoi pas plus de loisirs ".

En bref si tout va mal, c'est la faute des fellahs, des travailleurs, des étudiants, des chômeurs, des immigrés et des malades, à l'exception des dirigeants et des PDG, des élus désignés, des volontaires mobilisés, des consommateurs pratiquant l'austérité et des cadres de l'appareil militaro-policiier qui ont bien mérité leurs 30 % d'augmentation.

Et de magnifier la relance du volontariat, le travail forcé des "volontaires mobilisés", les initiatives prises pour augmenter les cadences, prolonger la durée de travail, faire suer le burnous !

Et d'inciter les masses au travail permanent et au carême révolutionnaire!

Et d'en appeler à l'Etat qui a " pour devoir de convaincre d'abord, mais le cas échéant d'imposer une discipline librement consentie (TA) par le peuple et à son profit." (1/10/77)

Et comme El Moudjahid ne manque pas de souffle, il ouvre " un journal de l'application des orientations présidentielles" où les lecteurs feront connaître les initiatives prises pour " concrétiser le contenu du discours du Président Boumediene et de la Charte Nationale."

Et pourquoi pas créer un concours national des meilleurs travailleurs jeûneurs, celui des meilleurs fonctionnaires sans salaires, et celui des meilleurs locataires sans HLM ?

L'impudence de ces journalistes n'a point de limites et on comprend le mépris des algériens pour cette presse vénale et mensongère et pourquoi ce sont "les rumeurs" diffusées par le téléphone arabe qui tiennent lieu d'information, comme à l'époque coloniale.

L'une des premières tâches du gouvernement issu de la Constituante sera d'établir la liberté de presse et d'information.

*

* *

LE P.R.S. ET LA QUESTION SYNDICALE .

Une nouvelle fois, le pouvoir essaie de démanteler l'UGTA pour imposer les structures corporatistes de la GSE. Dans son discours de Septembre 1977, Boumediene ne ménage pas ses critiques à la direction syndicale coupable de s'être laissée dépasser par sa base lors des grands mouvements de grève de cette année.

Face à cette entreprise de démantèlement, quelle est l'attitude des militants se réclamant de la défense des travailleurs ? Le PAGS est pour la GSE. On ne peut être plus clair. Qu'en est-il du PRS ?

Il est difficile de trouver dans les textes récents du PRS une quelconque analyse de fond sur la nature de l'UGTA ou sur le rôle du syndicat et sa place dans la lutte des classes. Il faut remonter à 1963 (projet de plate forme).

Quelle était alors la position du PRS ?

Le rôle du syndicat est de ;

- "- contribuer de façon permanente à la définition des objectifs économiques (...)
- animer la vie économique nationale au niveau des travailleurs."

Les délégués seront élus par les travailleurs sur le lieu de travail. Pour éviter la bureaucratisation, il faut qu'il y ait :

- "- (...) un dialogue permanent entre les travailleurs et leur direction syndicale;
- (...) un dialogue permanent entre le syndicat révolutionnaire et le Parti révolutionnaire." A l'époque , le PRS .)

Ceci doit nous donner "une idée des rapports naturels qui doivent exister entre le syndicat et le parti." On n'osait pas le dire !

De plus ce syndicat ne doit pas être " apolitique de type occidental, à caractère revendicatif" mais avoir un rôle politique " car il participe à la gestion des affaires du pays."

Le Révolutionnaire n° 4 (Juin 1963) précise son rôle de gestionnaire. Cela va de la formation des cadres de l'autogestion (directeurs, etc...) au contrôle au niveau du plan. Et ce malgré la nature du FLN ! Dans le même numéro, le PRS dénonce l'installation par le pouvoir d'une direction fantoche à la tête de l'UGTA et appelle les militants à tenir un congrès extraordinaire.

Cinq ans plus tard, dans le n° 3 d'El Jarīda (Novembre 1968), le PRS dénonce "le coup de force du FLN contre l'UGTA", la fonctionnarisation des cadres syndicaux, etc...

Il explique que le sort de l'UGTA n'est pas définitivement tranché et appelle à " porter la lutte sur le terrain " pour contrer les manoeuvres du pouvoir.

A partir de 1969, le ton change.

Il ne s'agit plus de défendre le syndicat, mais de

"- revaloriser le syndicalisme (...)

- revaloriser la revendication (...)

- revaloriser la lutte syndicale "

mais " en dehors des cadres bureaucratiques de l'UGTA."

Le sort de l'UGTA est apparemment tranché ...par le PRS !'et de façon définitive puisque la position du PRS restera la même de 1969 à 1977.

Le pouvoir essaie t-il de briser l'UGTA pour l'intégrer dans la GSE ? Le PRS dénonce la mystification des producteurs-gestionnaires, mais il appelle aussi à lutter contre l'UGTA " appareil de collaboration de classe ".

En Avril 1976, le PRS soutient l'Appel des 4 et se prononce pour l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante.

El Jarida d'Avril écrit :

" Les travailleurs doivent s'organiser dans un syndicat libre et autonome par rapport à l'UGTA gouvernementale. Ce syndicat aura pour rôle de défendre les intérêts des travailleurs avec la possibilité (pas le droit.TA.) de recourir à la grève."

Et en Juin, c'est le procès de " l'UGTA : uninstrument de repression contre les travailleurs."

Les choses sont claires. Pour le PRS, l'UGTA a cessé d'être une organisation ouvrière, puisque sa direction est formée d'une clique de bureaucrates syndicaux bourgeois, choisis et imposés par le pouvoir pour casser les grèves ! C'est la politique de la direction qui déterminerait la nature de l'UGTA et non pas son origine, son histoire et la place qu'elle occupe dans la lutte des classes.

A partir de là, le PRS, qui confond toujours direction et organisation, décrète que les travailleurs doivent abandonner le syndicat actuel pour creer une deuxième UGTA plus pure !

Mais les choses doivent être claires.

Soit l'UGTA est totalement intégrée dans l'appareil d'Etat et devient même " un instrument de repression ", et alors il faut la dénoncer, la boycotter, chercher à la détruire et lui substituer une autre organisation syndicale (pas une deuxième UGTA !)

Soit l'UGTA reste encore, malgré sa direction, un cadre dans lequel les travailleurs s'organisent pour combattre et dans ce cas, il faut chasser les bureaucrates bourgeois de l'UGTA, donc combattre pour un congrès extraordinaire de l'UGTA .

Le PRS a abandonné l'UGTA aux mains de Benikous, mais qu'en est il des travailleurs ?

Lors de la grève générale de la SNS de KOUBA en Octobre 1974, les grévistes ont chassé de leurs rangs les permanents syndicaux venus casser le mouvement et ils ont imposé la tenue d'une Assemblée Générale à la Maison du Peuple, présidée par la direction de l'UGTA et le comité de grève élu. Ils signifiaient par là que l'UGTA restait leur syndicat, qu'il fallait épurer des bureaucrates.

Lors des grèves de Mai-Aout, c'est le même mouvement qui s'est exprimé : chasser les permanents bourgeois, s'organiser dans des Assemblées Générales de grévistes et les piquets de grève, dirigés par des travailleurs élus et révocables par les A.G., établir les liaisons avec les autres usines ou corporations et s'appuyer sur les cadres locaux, régionaux ou même nationaux restés fidèles à leur classe, pour faire organiser l'élargissement et la protection du mouvement par l'UGTA.

C'est cette juste politique de la classe ouvrière qui a imposé la défaite de Boumediene que ne comprend pas le PRS, toujours pur, toujours dur, toujours à coté de la classe ouvrière.

Pendant la grève des dockers, il combattait l'UGTA " rouage du FLN " et il met aujourd'hui sur le même plan, l'UGTA et la GSE corporatiste. C'est à dire qu'il se place en dehors du combat du mouvement ouvrier pour se doter d'une organisation de classe indépendante du FLN et du pouvoir.

Seules les luttes pures et " autonomes " intéressent le PRS.

Il sera absent du combat pour le congrès extraordinaire de l'UGTA que mène " Tribune Algérienne ", et qui s'inscrit dans le combat pour les libertés démocratiques et la CONSTITUANTE dont le PRS se réclame parfois mais qu'il oublie toujours de défendre.

*
* *

LA G.S.E CONTRE L'UGTA ET LA CLASSE OUVRIERE .

Le 16 Novembre 1971 parait au J.O. l'ordonnance 71-74 précédée d'une Charte qui instaure la GSE.

D'autres réglemens et le bilan de l'expérience faite à la S.N.METAL ont amené Boumediene à décréter que la première phase de mise en place était achevée en 1976 et qu'il fallait s'orienter vers l'application de la GSE aux 11 organisations nationales les plus importantes avant de l'appliquer à tout le secteur public puis au privé.

Ce bref article a pour objet d'analyser le contenu contre révolutionnaire de la GSE, de montrer que c'est une arme contre la classe ouvrière et le syndicat, et cela dans l'intention de bien comprendre l'enjeu du combat qui se mène autour du congrès de l'UGTA.

I/ LA GSE : C'EST LE CORPORATISME !

Les principes :

1/ - la nationalisation des principaux moyens de production et des banques, nous dit on, a abrogé le capitalisme en Algérie et a modifié la nature de l'Etat qui devient socialiste.

2/ - Dans le secteur public, la lutte des classes ne saurait exister, puisque ouvriers et dirigeants sont des travailleurs d'un Etat socialiste qui est le leur. Les conflits ne peuvent donc naître que par suite d'un malentendu, qui doit être réglé par un approfondissement de l'étude des textes de la GSE.

De là :

3/ - L'interdiction du droit de grève dans le secteur public, car on ne peut revendiquer et faire grève contre soi-même, à moins d'être manipulé par la réaction !

- l'absorption des structures syndicales par celles de l'entreprise. La section de l'UGTA, qui n'a plus de raison d'être, doit fusionner avec l'assemblée des travailleurs (ATE), élue pour trois ans par tous les travailleurs de l'entreprise.

4/ - Puisque renforcer le socialisme, c'est renforcer le secteur d'Etat, les objectifs et la division des tâches s'établissent simplement et harmonieusement. A l'Etat d'investir et de veiller à l'ordre. A la direction de bien organiser et impulser la bataille de la production.

Aux travailleurs encadrés par les ATU de bien s'assimiler le plan et de veiller à son exécution par la lutte contre le gaspillage, l'absentéisme, la diminution des rendements : c'est la bataille de la gestion.

5/ - Dans ce contexte, le prolétaire et le directeur perdent leur nature d'être des vendeurs et des acheteurs de force de travail pour devenir des " producteurs-gestionnaires ". L'alliance et l'égalité du cavalier et de sa monture enfin réalisée par un décret socialiste génial !

Il s'ensuit que :

- l'augmentation des cadences et la prolongation de la journée de travail ne sont plus accroissement de la plus value absolue et relative, mais action militante, donc gratuite, pour lutter contre l'impérialisme qui veut maintenir l'Algérie sous-développée. Les non volontaires et les réticents deviennent, de ce fait, soit des saboteurs manipulés par la réaction (même si elle ne représente d'après les résultats du référendum sur la Charte que 0,5 % des citoyens), soit des arriérés qu'il s'agit de réduquer, dans leur intérêt, par l'obligation du volontariat.

- Le salaire n'est plus le prix de la force de travail achetée, mais il comprend trois éléments : le revenu minimum proportionné au travail, une fraction des bénéfices de l'entreprise repartis et des droits sociaux (sports, transports, cantine, logement...) de l'entreprise.

Dans ce pays merveilleux où Boumediene a abrogé par décrets, les lois du marché, le capitalisme, les classes sociales, l'analphabétisme..., il n'y a plus que deux catégories d'algériens : ceux qui sont conscients et les autres. Entre le PDG autoritaire, généralement absent ou en mission à l'étranger et le prolétaire qui travaille 12 heures et participe ensuite au volontariat, il n'y a pas de différence de classe mais un niveau de conscience plus élevé chez l'ouvrier. Il en est de même entre le colonel en méchoui permanent et le chomeur qui pratique l'austérité révolutionnaire en ne mangeant qu'une fois tous les deux jours !

Dans l'Algérie socialiste, c'est l'essence (on est bien placé pour ça) qui doit primer l'existence !

II/ LA GSE CONTRE L'UGTA .

Voici quelques exemples qui éclairent le rôle réactionnaire de la GSE.

A la SN Métal, unité de la Côte-Rouge, première entreprise à avoir appliqué la GSE, la question des rapports ATU-UGTA a été réglée ainsi, d'après " Algérie Actualités " (4-10 Mai 1975)

" La solution est simple : tous les membres de l'ATU font partie de la section syndicale et le président de l'ATU est en même temps secrétaire général du syndicat de l'unité."

Depuis, la section syndicale ne marche plus.

A la SNS-gaz industriel, secteur de la SONATRACH nationalisée sur demande du PDG, ABDESSELAM, chef de file de la bourgeoisie en Algérie, la GSE est entrée en application depuis 1975.

Comment fonctionne l'entreprise ? Et le syndicat ?

La SNS est dirigée par un comité directeur (CD), fonctionnaires de l'Etat, qui ont seuls le pouvoir de décision. Le CD collabore avec l'ATU au sein des commissions du personnel et de la formation professionnelle, sociale, culturelle, financière et de discipline. C'est l'ATU qui organise le sport, les loisirs et la culture à l'entreprise, applique la nouvelle législation du travail et règle tous " les problèmes du travail ".

Ainsi dit BAGHALI, le président de l'ATU d'Hassein Dey, lorsqu'il s'est agi de l'application de la nouvelle grille des salaires (salaire lié à la productivité du travail) :

" nous avons pris acte des doléances (!) de nombre d'ouvriers considérés de par leur ancienneté " hors grille " et les avons soumis à la direction " (El Djeich, Septembre 1976).

Comme la section syndicale a fusionné avec l'ATU, c'est BAGHALI secrétaire qui reçoit, en bleu de travail, les "doléances" des ouvriers, puis c'est BAGHALI, président de l'ATU, qui fait appliquer en veston, les décisions prises en réunion commune CD - ATU (où le PDG a seul pouvoir de décision).

Et bien sûr la section syndicale ne vit plus.

On peut multiplier les exemples.

Une conclusion s'impose : la GSE est une arme du pouvoir pour liquider la section syndicale de l'entreprise et de l'unité avant de liquider tout le syndicat.

III/ LA G.S.E RENFORCE L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS .

Partout où elle est appliquée, la GSE signifie extorsion maximum de la plus value. Quelques faits.

Dans El Djeich de Septembre 76, après l'application de la GSE à la SNS-gaz industriel.

"Ce qui frappe le plus c'est l'évolution constante de la production.

Celle ci malgré la vétusteté des installations a été multipliée par trois. Force est de dire que les travailleurs pour maintenir le fonctionnement de ces installations, accomplissent de véritables prouesses. Les chiffres parlent d'eux mêmes :

la production d'oxygène a eu dans la période 1972-1975 un taux de croissance de 44 %, 26 % pour l'acétylène, 64 % pour le CO₂, 47 % pour le protoxyde d'azote et 100 % pour l'azote liquide."

A l'usine de textile de la SONITEX d'Aïn Temouchent, la production a évolué ainsi : 1973 : 68000 objets fabriqués .

1974 : 88799

1975 : 97406

1976 : 163526 _

Et El Moudjahid du 14/7/77 de triompher

"Le grand bond en avant dans la production a été réalisé en 1976 avec un taux d'augmentation de 67,80 % par rapport à celui de l'année précédente.

En somme les 120 travailleurs - 90 productrices et 30 agents techniques et administratifs - de l'unité numéro 21 ont réussi à élever la production de 140,50 % en l'intervalle de trois années seulement de gestion socialiste et cela, avec les mêmes moyens de production et le même potentiel humain (!)."

Il en est de même à la SNS de Ghazaouet où " avec les mêmes moyens de production, ils réaliseront quantitativement et qualitativement plus ".

(El M. 29/30 Juillet 77)

Les travailleurs le savent : l'application de la GSE c'est : l'augmentation de la journée de travail et des cadences, les équipes de nuit, l'obligation du volontariat, bref la surexploitation.

IV/ LES TRAVAILLEURS COMBATTENT LA G.S.E.

Avec un sûr instinct de classe, les travailleurs refusent de participer aux activités des ATU et s'efforcent de conserver la section syndicale.

Lors de la grève de la SNS KOUBA de 1974, les travailleurs ont désavoué puis chassé les membres de l'ATU et renforcé l'UGTA.

Contre les cadences infernales, ils retrouvent les traditions de lutte du mouvement ouvrier européen : le ralentissement de la production, la lutte contre la prolongation de la journée de travail, l'exigence du paiement des heures supplémentaires... La presse a beau dénoncer le manque d'initiative, la paresse, l'absentéisme des ouvriers, voire même le sabotage des machines, cela ne changera pas le comportement des travailleurs, qui refusent de suer le burnous.

Enfin lors des grèves de Mai-Août, les dockers - cheminots - agents de la RSTA ont balayé les ATE-ATU, au point que Boumediene ait déclaré :

" Quel est l'intérêt de l'existence d'assemblées de travailleurs si un groupe de travailleurs est capable de faire cesser le travail sans demander l'avis de cette assemblée élue(!) par les travailleurs!"

